

CONVENTION SPECIALE DE DEVERSEMENT

**D'eaux résiduaires
dans le réseau collectif d'assainissement
et d'eaux pluviales dans le réseau collectif d'eaux pluviales**

Communauté de Commune des Terres du Val de Loire

02/09/2019



SOMMAIRE

ARTICLE 1 - OBJET	3
ARTICLE 2 - DEFINITIONS	3
ARTICLE 3 - CARACTERISTIQUES DE L'ETABLISSEMENT	4
ARTICLE 4 - INSTALLATIONS PRIVEES	5
ARTICLE 5 - CONDITIONS TECHNIQUES D'ETABLISSEMENT DES BRANCHEMENTS	6
ARTICLE 6 - ECHEANCIER DE MISE EN CONFORMITE DES REJETS	7
ARTICLE 7 - PRESCRIPTIONS APPLICABLES AUX EFFLUENTS	8
ARTICLE 10 - DISPOSITIFS DE COMPTAGES DES PRELEVEMENTS D'EAU	8
ARTICLE 17 - MODIFICATION DE L'ARRETE D'AUTORISATION DE DEVERSEMENT	9
ARTICLE 18 - OBLIGATIONS DE LA COLLECTIVITE	9
ARTICLE 19 - CESSATION DU SERVICE	10
ARTICLE 20 - DUREE	10
ARTICLE 21 - DELEGATION ET CONTINUITE DU SERVICE	10
ARTICLE 22 - JUGEMENT DES CONTESTATIONS	10
ARTICLE 23 - DOCUMENTS ANNEXES A LA CONVENTION DE DEVERSEMENT	11

§§ §§

ENTRE :

Raison sociale de l'entreprise : POCHET du COURVAL

Dont le siège est à CLICHY, 44-46 Allées Léon Gambetta, 92110 Clichy

Pour son établissement de Beaugency, sis zone d'activité ACTI-LOIRE, rue de la pointe Maubinée, 45190 BEAUGENCY.

- SIRET 389 889 791 00015 - Code APE.....2313Z

Représentée par son Directeur Général, Xavier GAGEY....

Et dénommé : **l'Etablissement.**

ET :

La Commune de Communauté de Communes des Terres du Val de Loire propriétaire des ouvrages d'assainissement, représentée par son Président, Madame Pauline MARTIN dûment habilité à la signature des présentes par délibération du conseil communautaire en date du

Et dénommé : **la Collectivité.**

ET :

La Société de Distributions d'Eau SUEZ Eau France à Orléans, prise en sa qualité d'exploitant du service d'assainissement, représentée par son Directeur du Centre Régional, Monsieur Benoit Biret, agissant en vertu des pouvoirs qui lui sont conférés,

Et dénommée : **le Délégué.**

AYANT ETE EXPOSE CE QUI SUIIT :

Considérant que l'Etablissement ne peut déverser ses rejets d'eaux usées et d'eaux pluviales directement dans le milieu naturel du fait de leur qualité et ne dispose pas des installations adéquates permettant un traitement suffisant.

IL A ETE CONVENU CE QUI SUIIT :

ARTICLE 1 - OBJET

La présente Convention de déversement définit les modalités complémentaires à caractère administratif, technique et juridique que les parties s'engagent à respecter pour la mise en œuvre de l'Arrêté d'autorisation de déversement des eaux usées autres que domestiques de l'Etablissement, dans le réseau public d'assainissement (réseau séparatif) ainsi que du rejet des eaux pluviales dans le réseau public d'eau pluviales.

ARTICLE 2 - DEFINITIONS

2.1 Eaux usées domestiques

Les eaux usées domestiques comprennent les eaux usées provenant des cuisines, buanderies, lavabos, salles de bains, toilettes et installations similaires. Ces eaux sont admissibles au réseau public d'assainissement sans autre restriction que celles mentionnées au règlement du service de l'assainissement.

2.2 Eaux pluviales

Les eaux pluviales sont celles qui proviennent des précipitations atmosphériques. Peuvent être reconnues assimilées à ces eaux pluviales les eaux d'arrosage et de lavage des voies publiques et privées, des jardins, des cours d'immeubles ainsi que les eaux de refroidissement, les eaux de rabattement de nappe,

2.3 Eaux industrielles et assimilées

Sont classés dans les eaux industrielles et assimilées tous les rejets autres que les eaux usées domestiques ou eaux pluviales (ou expressément assimilées à ces dernières par la présente Convention de déversement).

Les eaux industrielles et assimilées sont dénommées ci-après **eaux usées autres que domestiques**.

ARTICLE 3 - CARACTERISTIQUES DE L'ETABLISSEMENT

3.1 Nature des activités

L'activité de l'Etablissement est : **Parachèvement de flaconnage et pots en verre (code APE 2313Z)**, Installation Classée pour la Protection de l'Environnement soumise à **Autorisation** en date du 10 février 1995

Cette activité comporte les opérations industrielles suivantes (*description sommaire*) :

- sérigraphie de flacons
- pistoletage
- étiquetage

- **Type de produits rejeté :**

L'activité de pistoletage est en circuit fermé pour les eaux industrielles, qui sont évacuées en tant que déchet après traitement (boues de vernis et eaux souillées de vernis).

Les seuls rejets industriels existants sont assimilés à des eaux usées sanitaires : eau de lavage de main ateliers mécanicien, outillage ou préparation d'écran.

3.2 Plan des réseaux internes de collecte

Le plan de masse au 1/750ème et au 1/500ème (annexe) des installations intérieures d'évacuation des eaux de l'Etablissement, expurgé des éléments à caractère confidentiel, est annexé à la présente convention de déversement à l'article 23.

3.3 Destination des rejets

- a) Les eaux usées domestiques sont raccordées au réseau public d'assainissement en **1 point**.
- b) Les eaux pluviales de toiture et de parking sont évacuées en **2 points** vers le réseau d'eaux pluviales après passage par :
 - **Point 1 : séparateur hydrocarbures et décanteur siphoné,**
 - **Point 2 : décanteur siphoné,**

3.4 Produits utilisés par l'Etablissement

L'Etablissement se tient à la disposition de la Collectivité et du délégataire pour répondre à toute demande d'information quant à la nature des produits utilisés par ce dernier. A ce titre, les fiches « produit » et les fiches de données de sécurité correspondantes peuvent être consultées par la Collectivité et le délégataire dans l'Etablissement.

3.5 Mise à jour

Les informations mentionnées au présent article sont mises à jour par l'Etablissement au moment de chaque réexamen de la convention de déversement et en cas d'application de l'article 13.

3.6 Engagement de responsabilités

Sauf en cas de faute ou de négligence du maître d'ouvrage du système d'assainissement ^{et/ou} de l'Exploitant, l'Etablissement est responsable des dommages aux personnes, aux biens ou à l'environnement provoqués, directement ou indirectement, par les substances qu'il a introduites dans le réseau d'assainissement.

ARTICLE 4 - INSTALLATIONS PRIVEES

4.1 Réseau intérieur

L'Etablissement prend toutes les dispositions nécessaires d'une part pour s'assurer que ou l'état de son réseau intérieur est conforme à la réglementation en vigueur et d'autre part pour éviter tout rejet intempestif susceptible de nuire soit au bon état, soit au bon fonctionnement du réseau d'assainissement, et les cas échéants, des ouvrages de dépollution, soit au personnel d'exploitation des ouvrages de collecte et de traitement.

L'Etablissement entretient convenablement ses canalisations de collecte d'effluents et procède à des vérifications régulières de leur bon état.

4.2 Traitement préalable aux déversements

Les traitements présents concernent uniquement les eaux pluviales.

L'Etablissement déclare que ses eaux pluviales subissent un traitement avant rejet comprenant :

-	Débourbeur/ séparateur	Eaux pluviales et de parking reliées à une séparateur hydrocarbures et 2 décanteurs syphoïdes
---	-----------------------------------	---

Ces dispositifs de traitement ou d'épuration avant rejet nécessaires à l'obtention des qualités d'effluents fixées dans l'Arrêté d'autorisation de déversement sont entretenus sous la responsabilité de l'Etablissement.

L'Etablissement transmettra à la collectivité et au délégataire chaque fin année une copie des bordereaux de suivi des Déchets (BSD) attestant de l'élimination finale des déchets issus de ses dispositifs de traitement.

Ils sont conçus, exploités et entretenus de manière à faire face aux éventuelles variations de débit, de température ou de composition des effluents, en particulier à l'occasion des périodes de pluies.

ARTICLE 5 - CONDITIONS TECHNIQUES DES BRANCHEMENTS

L'Etablissement déverse ses effluents dans les réseaux suivants :

	Réseau public Eaux Usées	Réseau public Eaux Pluviales	Réseau public Unitaire
Eaux usées domestiques	x		néant
Eaux usées autres que domestiques	x		néant
Eaux pluviales		x	néant

Le raccordement à ces réseaux est réalisé par :

- 1 branchement pour les eaux usées domestiques
- 2 branchements pour les eaux pluviales

Il existe donc 3 branchements distincts.

Chaque branchement comprend depuis la canalisation publique :

- un dispositif permettant le raccordement au réseau public,
- une canalisation de branchement située tant sous le domaine public que privé,
- un ouvrage dit « regard de branchement » placé à l'intérieur de la propriété en limite du domaine public. Ce regard doit être visible et accessible en permanence aux agents du service public d'assainissement de la Collectivité,

ARTICLE 6 - ECHEANCIER DE MISE EN CONFORMITE DES REJETS

Suite à la visite sur site du 01/03/19, un ouvrage (non spécifié sur le plan de masse) a été découvert sous le parking. L'utilité de cet ouvrage doit être déterminé par l'établissement. Il conviendra également de procéder à la vidange de décanteur siphonide (fourniture d'un BSD) et la vidange de l'ouvrage inconnu.

D'autre part, la surface de parking actuelle et la présence de quais de chargements/ déchargements impose la mise la place d'un séparateur hydrocarbures avant rejet des eaux vers le milieu naturel.

Depuis la visite terrain du 01/03/19, l'entreprise Pochet du Courval a réalisé un diagnostic de ouvrages et les plans réseaux des ouvrages ont été fournis (en annexe).

Les ouvrages ont été vidangés (BSD en annexe).

Compte tenu de ces nouveaux éléments, il n'y a donc plus de mise en conformité.

ARTICLE 7 - PRESCRIPTIONS APPLICABLES AUX EFFLUENTS

7.1 Eaux pluviales

La présente Convention de déversement ne dispense pas l'Etablissement de prendre les mesures nécessaires pour évacuer ses eaux pluviales dans les conditions réglementaires en vigueur.

L'Etablissement s'engage à justifier des dispositions prises pour assurer une collecte séparative et éviter ainsi d'envoyer des eaux pluviales dans les réseaux publics d'eaux usées.

7.2 Prescriptions particulières

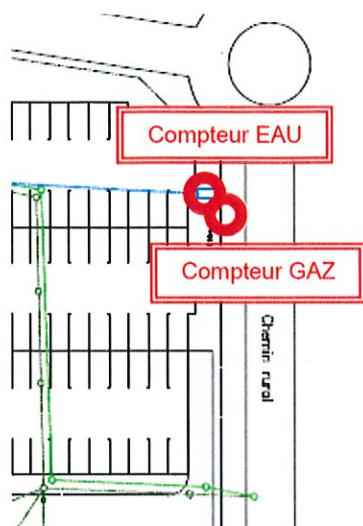
L'Etablissement s'engage à ne pas utiliser de procédé visant à diluer ses effluents par le biais d'une consommation d'eau excessive ou d'un rejet non autorisé d'eau de refroidissement ou d'eaux pluviales, tout en conservant la même charge polluante globale.

Les rejets d'eaux usées consécutifs à des opérations exceptionnelles telles que nettoyages exceptionnels, vidanges de bassin ne sont pas autorisés.

ARTICLE 10 - DISPOSITIFS DE COMPTAGES DES PRELEVEMENTS D'EAU

L'Etablissement déclare que toute l'eau qu'il utilise provient des dispositifs suivants d'alimentation en eau :

Nature du prélèvement d'eau	Comptage
Réseau public d'eau potable	Compteur diam 40mm en limite de propriété



Compteur EAU



L'Etablissement déclare :

- que toute l'eau qu'il utilise provient d'un branchement d'alimentation en eau du réseau public d'eau potable,
- qu'il ne possède aucun prélèvement d'eau provenant de pompage en forage ou en rivière, captage, puits, ou de tout autre provenance.

ARTICLE 11 - MODIFICATION DE L'ARRETE D'AUTORISATION DE DEVERSEMENT

En cas de modification de l'Arrêté L 1331-10 du Code de la Santé Publique autorisant le déversement des eaux usées autres que domestiques de l'Etablissement, la présente Convention de déversement devra, après renégociation, être adaptée à la nouvelle situation et faire l'objet d'un avenant.

ARTICLE 12 - OBLIGATIONS DE LA COLLECTIVITE

La Collectivité sous réserve du strict respect par l'Etablissement des obligations résultant de la présente Convention de déversement, prennent toutes les dispositions pour :

- Accepter les rejets de l'Etablissement dans les conditions évoquées dans les articles précédents
- Fournir à l'Etablissement, sur sa demande, une copie de rapport annuel sur le prix et la qualité du service.

ARTICLE 13 - CESSATION DU SERVICE

13.1 Résiliation de la convention

La présente Convention de déversement peut être résiliée de plein droit avant son terme normal :

- Par la Collectivité, en cas d'inexécution par l'Etablissement de l'une quelconque de ses obligations, 30 jours après l'envoi d'une mise en demeure restée sans effet ou n'ayant donné lieu qu'à des solutions de la part de l'Etablissement jugées insuffisantes.
- Par l'Etablissement, dans un délai de 30 jours après notification à la Collectivité.

ARTICLE 14 - DUREE

La présente Convention de déversement, subordonnée à l'existence de l'autorisation de déversement, est conclue pour la durée de *cinq (5) ans*. Elle prend effet à la date de notification à l'Etablissement de cet Arrêté et s'achève à la date d'expiration dudit Arrêté.

Trois (3) mois avant l'expiration de l'Arrêté d'autorisation de déversement, la Collectivité procédera en liaison avec l'Etablissement, si celui-ci le demande, au réexamen de la présente Convention de déversement en vue de son renouvellement et de son adaptation éventuelle.

ARTICLE 15 - DELEGATION ET CONTINUITE DU SERVICE

La présente Convention de déversement, conclue avec la Collectivité, s'applique pendant toute la durée fixée à l'article 20, quel que soit le mode d'organisation du service d'assainissement.

A la date de signature de la présente Convention de déversement, la SUEZ EF est substituée à la Collectivité pour la mise en œuvre des droits et obligations de ladite Collectivité dans les limites définies par le contrat de gestion déléguée du service d'assainissement. Pendant la durée de ce contrat, les notifications à la Collectivité, prévues par la présente convention de déversement, lui sont donc valablement adressées.

ARTICLE 16 - JUGEMENT DES CONTESTATIONS

Faute d'accord amiable entre les parties, tout différend qui viendrait à naître à propos de la validité, de l'interprétation et de l'exécution de la présente convention de déversement sera soumis aux juridictions compétentes.


ARTICLE 17 - DOCUMENTS ANNEXES A LA CONVENTION DE DEVERSEMENT

- Règlement du Service d'Assainissement de la commune,
- L'Arrêté préfectoral d'autorisation d'exploiter de l'entreprise en date du, au titre des installations classées pour la protection de l'environnement, (*si installation classée*),
- Plan au 1/100è^m ou schématique des installations intérieures d'évacuation des eaux (*si nécessaire*),
- Schéma de fonctionnement des installations (*traitement et épuration*) avant rejet aux réseaux publics,
- Délibération Intercommunale
- Implantation des points de mesure et de rejet,

Fait le 25/10/19 en 3. Exemplaires,

Pour "l'Etablissement",
Le Directeur d'Etablissement

M. GAGEY.....



Pour "Le Délégué"
Le Directeur du Centre Régional

M. Benoît BIRET



SUEZ
SUEZ Eau France SAS
26 rue de la Chaude Tuile - BP 1109
45001 ORLÉANS Cedex 1

Pour "la Communauté de Communes"
Le Président

M. Pauline MARTIN.....



COMMUNAUTÉ DE COMMUNES
TERRES
DU VAL DE LOIRE